Monsieur le Président du Conseil régional,

Monsieur le Vice-président du Sénat

Mesdames et messieurs les parlementaires, maires et présidents d’EPCI,

Mesdames et messieurs les conseillers départementaux, régionaux et municipaux

Mes chers collègues,

Chers invité-e-s

Chers collaborateurs,

Mesdames et messieurs de la presse,

Très Chers compatriotes,

Depuis que nous avons entamé ce processus d’évolution de nos institutions en 2022, nous avons parcouru la Guadeloupe, nous l’avons écoutée, nous l’avons observée, nous l’avons ressentie.

Et ce que nous avons entendu, ce ne sont pas que des chiffres, ce ne sont pas que des rapports.

**Ce sont les voix, les colères, les doutes des enfants du Pays** : des jeunes, des mères, nos sœurs, nos frères, des chefs d’entreprises, des employés, de nos ainés ... des citoyens, comme vous et moi, qui voudraient légitimement vivre mieux, vivre heureux, chez eux.

Ce que nous avons entendu, ce sont :

Des **appels à la dignité**,

Des **appels à la justice**,

Des **appels à la responsabilité**.

La Guadeloupe est une terre fière, courageuse, créative et résiliente.

**Elle n’a pas besoin de pitié, elle a besoin de respect**.

**Elle n’a pas besoin de promesses, elle a besoin de projets concrets, durables, justes.**

**Elle n’a pas besoin d’assistance, elle a besoin d’avoir les moyens de mobiliser ses ressources et de développer son potentiel.**

**Aujourd’hui, la Guadeloupe a rendez-vous avec elle-même.**

Comme lorsque les voix de nos ancêtres réduits en esclavage s’élevaient des plantations et où des combattants, l**a Mulâtresse Solitude, Loui**s **Delgrès** ou encore**, Ignace** ont renoncé à tout, à leurs propres vies pour la liberté.

Comme depuis un siècle, où d’autres voix ont jalonné notre chemin..

Hégésippe Légitimus, qui a défendu l’émancipation politique dans un hémicycle lointain.

Achille René-Boisneuf qui se battait pour l’égalité réelle et arrachait la mairie de Pointe-à-Pitre à ceux qui méprisaient notre peuple.

Rémy Nainsouta qui portait un projet de développement axé sur une autonomie économique et sociale de la Guadeloupe.

Comme Paul Valentino, Rosan Girard, Gerty Archimède, qui faisaient de la République un espace de conquête et d’égalité.

Tout comme Félix Proto, Lucette Michaux-Chevry, Dominique Larifla, Jacques Gillot…et bien d’autres…. qui tous, à leur manière, ont posé une pierre dans la construction d’un pays plus juste, plus libre, plus humain.

**Et aujourd’hui, en 2025, que faisons-nous de cet héritage ?**

Notre sens des responsabilités envers nous-mêmes, envers les générations présentes et futures, nous impose aussi de porter la voix du Peuple, de chaque guadeloupéenne et de chaque guadeloupéen.

Depuis la loi du 13 décembre 2000, la République a reconnu une vérité simple : nos territoires dits ultramarins ont droit à une organisation qui leur ressemble, qui leur parle, qui prend en compte nos spécificités.

Ce droit, c’est celui de façonner un avenir sur mesure.

Un avenir qui **nous ressemble**. Un avenir qui **nous rassemble**.

**Mais ce droit a été trop longtemps confisqué.**

Depuis le référendum de 2003, chaque pas vers l’émancipation a été entravé.

**Pas par le peuple**. Pas par la société civile. Mais par les éternelles voix de l’immobilisme.

Celles qui disent **"Non" par habitude.**

**"Non" sans alternative.**

**"Non" parce que changer dérange.**

A chaque fois, le doute a été savamment diffusé. L’attente imposée. La peur exploitée. Et la voix du peuple, étouffée.

**22 ans d'immobilisme.** Pendant que les conditions de vie dans le pays se dégradent, renforçant les inégalités et faisant pâlir un peu chaque jour, le rêve de liberté transmis par nos Ancêtres.

Pendant ce temps, notre statut n’a pas changé et les crises se sont multipliées.

**2009,** l’explosion sociale du LKP, qui exprimait déjà ce que beaucoup ressentent encore aujourd’hui : un sentiment d’injustice, un ras-le-bol des inégalités, une exaspération face à l’impuissance publique.

**2021,** une nouvelle crise, née d’un climat sanitaire mais nourrie par des décennies de défiance, de désespoir, de colère.

Pendant ce temps, notre statut n’a pas changé et la pauvreté n’a cessé de progresser, le chômage d’augmenter, les services publics de se déliter,

**Pannan si tan on pati a jénès an-nou a la dériv, é jaden an nou ka kontinyé pousé asi bato….**

À chaque crise, une vérité s’impose : **Le peuple ne veut plus subir. Il veut choisir.**

**La Guadeloupe ne veut plus être pilotée à distance.**

Les chiffres sont clairs :

75 % des guadeloupéens veulent une collectivité unique.

80 % souhaitent un statut fiscal adapté.

89 % réclament un Conseil citoyen.

79 % soutiennent des symboles identitaires.

**Alors, qui peut encore prétendre parler au nom du peuple en s’opposant à sa volonté ?**

Mes chers collègues, chers compatriotes,

**Le temps n’est plus à l’attente. Il est à la décision.**

Trop longtemps, et quelles que soient les évolutions, ce sont les autres qui ont pensé pour nous.

Il est temps que la Guadeloupe pense **par elle-même, pour elle-même**, avec ses enfants, pour ses enfants.

**Comment pourrions-nous espérer, et même rêver, d’un avenir meilleur en continuant à appliquer les mêmes logiques, les mêmes méthodes, et emprunter les mêmes chemins qui nous ont mené dans l’impasse.**

**Nous voulons d’une Guadeloupe qui décide pour elle-même**.

D’une Guadeloupe qui n’attend plus que l’on tranche à sa place, mais qui trace sa propre voie, avec fierté, lucidité et responsabilité.

Nous voulons d’un pays où l’humain est au cœur de chaque décision, où chaque politique publique commence par une question simple :

**“Est-ce bon pour nos enfants ?**

**Est-ce juste pour nos anciens ?”**

Nous voulons d’une Guadeloupe qui écrit ses propres règles, ses propres normes, parce qu’elle sait mieux que quiconque ce qu’il lui faut pour vivre dignement, pour protéger ses terres, pour bâtir son avenir.

A cet égard, l’affaire du Kabana Beach doit interpeller tous les responsables politiques que nous sommes.

**Et j’ose le dire ici, même si la décision de démolition de cet établissement relève d’une décision de justice, elle est ressentie comme une profonde injustice !!**

La démarche de ce jeune entrepreneur guadeloupéen, qui a créé une 20aine d’emplois a certes pu être maladroite, voire entachée d’irrégularités sur certains aspects,

**Mais à mes yeux, le rôle de la puissance publique ne peut se limiter à brandir froidement le droit !!**

Notre rôle c’est aussi de protéger, d’accompagner et d’encourager les initiatives locales, surtout lorsqu’elles contribuent à l’emploi et la vitalité économique du territoire.

Le rôle de la puissance publique, et notre rôle en tant qu’élus responsables, c’est de créer les conditions pour que nos jeunes entreprennent et s’épanouissent dans leur pays !!

C’est aussi pourquoi nous militons pour l’avènement d’une Guadeloupe qui libère ses énergies grâce à un statut fiscal pensé pour elle — **pas pour compenser**, mais pour **développer**, **investir**, **oser**.

Nous voulons d’une Guadeloupe qui gère ses fonds européens **au plus près du terrain**, avec **intelligence**, avec **audace**, avec **confiance en ses forces vives**.

Nous voulons d’un jour où faire un plein d’essence ne sera plus une punition, parce que nous aurons choisi d’importer notre essence de notre bassin géographique, à un prix plus juste.

Nous voulons d’une Guadeloupe qui se relève, non pas parce qu’on l’aide, mais parce qu’elle se **reconnaît elle-même comme capable, digne et souveraine**.

Cette volonté s’est construite avec le peuple et prend appui sur une démarche de concertation empreinte de responsabilité :

* Plus de 1 000 contributions citoyennes.
* 125 auditions d’experts et d’acteurs locaux dans tous les domaines.
* 15 forums dans tous les territoires de notre archipel.
* 6 résolutions votées à l’unanimité.

La Commission mixte a prouvé qu’en Guadeloupe, **on peut dépasser les clivages, écouter les citoyens, les différentes mouvances politiques et de la société civile pour construire un avenir commun,**

**Pourtant une fois encore les voix de l’immobilisme reviennent à la charge.**

**Elles nous disent que « nous ne sommes pas prêts », « nous sommes incapables »,**

**Elles nous disent « pourquoi faire un congrès, ce n’est pas une priorité »,**

**Je veux donc répondre avec force à ceux qui longtemps affirmé** « un pas devant le peuple, pas deux » …alors qu’en réalité ce pas qu’ils faisaient l’était surtout au service de leurs ambitions personnelles et de leur carrière politique.

**Je sais qu’il y a des élections municipales dans moins d’un an…**

**Mais je le dis aussi à qui veut l’entendre : l’avenir de la Guadeloupe ne doit plus être l’otage des élections !!**

Je veux aussi rassurer certains maires, président d’EPCI, qui cultivent l’absentéisme mais ont les yeux rivés sur les urnes …

La réforme ne prévoit pas pour l’instant de modifier la carte de l’intercommunalité. **Nous ferons un pas après l’autre.**

**Je veux rassurer ceux qui s’inquiètent des ressources de la future nouvelle collectivité** : grâce à la concertation et aux propositions d’un collectif de citoyens, nous avons lancé une étude sur les flux financiers entre la France et notre archipel.

Cette étude inédite, réalisée par le plus grand cabinet fiscaliste au plan national, le cabinet Francis Lefèvre, vous sera présentée ce matin et permet de faire taire le fantasme de notre incapacité de générer les ressources nécessaires.

**Alors oui mes chers collègues, mes chers compatriotes, nous devons nous hisser à la hauteur des enjeux de l’Histoire !**

**Et ce que l’Histoire de notre peuple nous enseigne : c’est que ce n’est pas la peur qui fait tomber les chaînes !!**

**C’est le courage. C’est la responsabilité. C’est l’action !!**

**C’est pourquoi nous n’avons plus le droit d’avoir peur !**

**Nous avons** **le devoir d’oser**!

**Alors, osons dire que le modèle actuel ne fonctionne plus !**

**Osons affirmer que les logiques jacobines, avec un pouvoir centralisateur, éloigné du terrain et de ses réalités, freinent toute dynamique qui pourrait être initiée.**

**Osons rappeler une évidence :** **personne ne connaît la Guadeloupe mieux que ceux qui y vivent !**

Autonomie ne veut pas dire séparation.

Autonomie signifie : **Adaptation. Responsabilité. Efficacité.**

Nous devons dépasser les débats stériles entre article 73 ou 74.

Ce que nous voulons, c’est **notre propre modèle.**

Un statut sur mesure.

Un statut de responsabilité.

Un cap clair, une feuille de route concertée.

Une puissance publique **capable d’agir, de décider, de bâtir.**

**Ce que nous proposons, n’est pas une rupture avec la République.**

C’est une exigence de **justice** dans la République.

Ce que nous proposons aujourd’hui n’est ni une rupture hasardeuse, ni une aventure solitaire.

Face aux changements climatiques, aux défis économiques, aux attentes citoyennes, nous devons répondre en dégageant, **ici et** **maintenant**, **nos propres marges de manœuvre**.

Ce que nous proposons n’est pas une utopie !

C’est une transformation construite, cohérente, progressive.

C’est une transition responsable.

**Une collectivité unique, avec un vrai pouvoir normatif ;**

**Une répartition claire des compétences.**

**Une gouvernance lisible et démocratique.**

**60 élus dans 8 circonscriptions pour garantir la représentation de chaque composante de l’archipel guadeloupéen.**

**Un Conseil Citoyen fort pour ancrer la démocratie participative.**

Il nous reste qu’un pas à franchir**.**

**C’est souvent le plus difficile.**

Ce qui doit peser dans la balance, ce ne sont pas les prochaines échéances électorales.

Ce qui doit nous guider, c’est ce qui constitue le socle de notre engagement en tant qu’élu :

Notre **courage**.

Notre **sens de la responsabilité**.

Notre **amour du Pays.**

Alors oui, **il est temps !**

Il est temps d’écrire une nouvelle page de notre Histoire.

Il est temps de croire en nous.

**Il est temps de refuser la peur.**

Mesdames, Messieurs, ce Congrès n’est pas une conclusion.

Le 12 juin 2024, nous avons décidé de sortir du flou.

**Un avant-projet de loi, fruit d’un long travail de concertation, a été élaboré par la région.**

**Cet avant-projet de loi qui s’inscrit dans la logique d’autonomie confirmée dans la déclaration du président CHALUS, a servi de base aux travaux de la commission Ad hoc depuis janvier dernier.**

Les résolutions que nous examinerons aujourd’hui seront transmises au gouvernement.

Elles ouvriront la voie aux négociations, puis à la consultation du peuple.

Et je le redis avec force : **Toute évolution devra d’abord être validée par le peuple ! C’est notre volonté !**

Vous l’aurez compris, mes chers compatriotes,

Ce que nous poursuivons, ce n’est pas uniquement une réforme.

C’est un **cap**.

C’est un **serment**.

C’est un **commencement.**

Un commencement fondé sur **l’espoir**.

Guidé par **la cohérence**.

Porté par **la responsabilité.**

Nous ne changeons pas pour changer.

Nous changeons pour **mieux servir**.

Nous ne quittons pas la République.

Nous **affirmons notre place** **DANS la République.**

**Une place claire, assumée, respectée.**

Aujourd’hui, nous devons oser. **Ensemble.**

Nous devons écrire un nouveau chapitre.

Un chapitre fait d’action, de justice, de fierté.

Nous avons choisi d’avancer.

Et ce choix, désormais, nous engage.

Ensemble, faisons de la Guadeloupe non plus un territoire en attente, mais **un territoire en mouvement !**

**An nou kontinyé détotyé Gwadloup.**

**Mèsi onpil.**